

La résistance au nazisme et au régime de Vichy en France

L'occupation allemande et le régime de Vichy

En mai 1940, l'armée allemande envahit la France. Le 22 juin 1940, après de graves défaites militaires, le gouvernement français signe un armistice aux conséquences désastreuses. Le pays est divisé en deux zones : le nord et la côte atlantique sont sous administration allemande. L'occupant nazi y fait régner l'arbitraire, la terreur et l'exploitation économique. Une zone non occupée est créée dans le sud du pays sous l'autorité du nouveau gouvernement français dirigé par le maréchal Philippe Pétain. Ce régime, qui siège à Vichy, est autoritaire. Bientôt, sa politique débouche sur une collaboration avec la puissance d'occupation allemande.

La Résistance extérieure

Dès juin 1940, avant même l'armistice, naît la Résistance extérieure. Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain, depuis peu Président du Conseil, annonce qu'il a demandé l'armistice à l'Allemagne. Le lendemain, 18 juin 1940, Charles de Gaulle, général de brigade de l'armée française, s'adresse aux Français : depuis Londres, au micro de la BBC, il les appelle à entrer en résistance. C'est ainsi que naît la « France Libre ». Ses forces armées, les « Forces françaises libres », sont composées en majorité de soldats issus des colonies françaises. Aux côtés des Alliés, elles combattent l'Allemagne nazie et ses associés. Leur objectif est de vaincre l'occupant allemand et le régime de Vichy. Le 25 août 1944, elles libèrent Paris aux côtés des troupes alliées américaines et britanniques.

La Résistance intérieure

À l'intérieur de la France aussi, se forme de la Résistance, dans les deux zones. Elle s'oppose à l'occupation allemande et au nouveau pouvoir en place à Vichy. Au début, il y a peu de contacts entre les groupes résistants des deux zones. Puis, de plus en plus de groupes se créent. Ils finissent par former un mouvement de résistance puissant et organisé. Néanmoins, la Résistance restera minoritaire en France.

Terreur et persécution

Faire de la résistance est difficile et très dangereux. En zone nord, les membres de la Résistance se font poursuivre et arrêter par la police militaire allemande. Beaucoup se font condamner à mort ou déporter en camp de concentration. Dès 1940, l'occupant allemand fusille des personnes civiles au hasard à la suite d'actes de résistance. Cette brutalité vise à intimider la population française. Les organes de la terreur nazie – SS, Gestapo et autres services de police et de renseignement – sont de plus en plus présents en France. Ils persécutent les opposants politiques et les personnes juives et roms.

Dans la zone non occupée aussi, émerge de la Résistance. Elle s'oppose à l'occupation allemande et, en partie, au régime de Vichy. La police française du régime de Vichy pourchasse et emprisonne les adversaires politiques du régime – surtout les communistes et les francs-maçons.

À la suite de l'occupation de la zone sud par des troupes allemandes en novembre 1942, l'occupant y applique la même terreur qu'au nord. Plus la collaboration du régime de Vichy avec les nazis devient apparente, plus de personnes se détournent de ce régime.

Les formes de la Résistance intérieure

En France, les membres de la Résistance opèrent de différentes façons. Au début de l'occupation, de petits groupes appellent à résister, notamment par des tracts et des journaux clandestins. Ils sont d'origines politiques diverses : sociales-démocrates, communistes et conservatrices.

La Résistance accomplit aussi des sabotages pour nuire aux opérations militaires et aux forces d'occupation allemandes. Ses membres détruisent des infrastructures essentielles à l'armée d'occupation : lignes téléphoniques, routes et ponts, voies ferrées, usines et équipements militaires. Des attentats sont menés contre des soldats et des représentants allemands.

Il y a aussi de la résistance contre les mesures anti-sémites draconiennes de l'occupant et de Vichy. De nombreuses familles juives fuient vers la zone sud et tentent de se cacher. Souvent, elles dépendent de l'aide de la population pour trouver des cachettes, de quoi manger et des faux papiers.

Dans les forêts et les montagnes, des femmes et des hommes se regroupent en « maquis » et mènent, entre autres, des actions armées. À partir de 1943, beaucoup de jeunes gens échappant au S.T.O. (« Service du Travail Obligatoire », le travail forcé en Allemagne) les rejoignent.

L'unification de la Résistance intérieure

En 1943, en accord avec Charles de Gaulle et la Résistance extérieure, Jean Moulin parvient à rassembler les principaux groupes de résistance du pays. Il crée le Conseil National de la Résistance (CNR). Y sont représentés les partis et les syndicats français interdits, ainsi que les groupes résistants. Le conseil coordonne les actions de la Résistance et rédige un programme politique pour la France après la Libération.

La fin de la guerre et la libération

Vers la fin de la guerre, les groupes de la Résistance combattent plus ouvertement : il faut toutes les forces armées pour libérer la France. En même temps, l'occupant allemand accroît la terreur, comme à Oradour-sur-Glane. Le 10 juin 1944, des soldats de la Waffen SS y massacrent 642 hommes, femmes et enfants.

Peu après, la France est libérée de l'occupation allemande par les Alliés, mais aussi par les troupes de la Résistance extérieure et par les groupes de la Résistance intérieure. Parfois, la population y apporte spontanément son soutien.

Des Allemandes et Allemands dans la Résistance

La Résistance française compte aussi des personnes étrangères, et notamment allemandes. Dans les années 1930, environ 30 000 personnes allemandes ou émigrées germanophones vivent en France. Beaucoup ont fui la persécution raciste ou politique en Allemagne. Avec l'invasion allemande de la France en 1940, elles se retrouvent en grand danger.

La mémoire après 1945

Après la guerre, les membres de la Résistance sont vus comme des héros nationaux. De nombreux monuments sont érigés. Les principaux anciens groupes de la Résistance se disputent son héritage : les milieux conservateurs autour de Charles de Gaulle mettent en avant leurs actions et les communistes font pareil. À partir des années 1960, honorer les membres de la Résistance fait partie de l'identité de la France. Depuis les années 1970, la recherche historique se penche davantage sur la collaboration du régime de Vichy. Aujourd'hui, l'image de la Résistance – ou des Résistances – est moins idéalisée et plus variée.

Texte : Julia Albert, Dr. Christine Müller-Botsch, Suivi éditorial : Julia Albert, Isabelle Doré-Rivé, Gabriella Girel, Héloïse Levecque, Prof. Dr. Frieder Meyer-Krahmer, Dr. Christine Müller-Botsch, Anne Schindler, Sabine Sieg, Marie-Liesse Zambeaux, Transcription : Sémil Berg, Mise en page : Braun Engels Gestaltung, Ulm
© 2024 Gedenkstätte Deutscher Widerstand



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.
Numéro de projet : 101051075



Sauf indication contraire, le contenu de cette document est soumis à la licence suivante :
CC BY-NC-ND 4.0. Informations sur les conditions d'utilisation et de traitement :
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>
Tous les droits sur les photos et le matériel restent la propriété de leurs détenteurs de droits.